

d'imposer des économies semblables sur les moyens de communication électroniques, notamment Radio-Canada?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Je crois, monsieur l'Orateur, que le gouvernement veut faire toutes les économies possibles et raisonnables. Je ne sache pas toutefois qu'il y ait en marche aucune étude particulière, à l'heure actuelle, sur le problème particulier et spécifique des communications électroniques à la Société Radio-Canada.

[Traduction]

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au président du Conseil du Trésor. Le Conseil a-t-il approuvé un décret autorisant une dépense d'environ 66 millions de dollars pour l'immeuble de Radio-Canada à Montréal, dont la construction doit commencer en décembre, comme on l'exposait dans un rapport soumis à la Chambre le 16 octobre?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je devrai vérifier en me reportant au rapport même.

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'invoque tout simplement le Règlement.

Je voulais poser une question à l'honorable ministre des Transports, mais, étant donné qu'il n'est pas à la Chambre, je réserve ma question pour une autre journée.

[Traduction]

LE CODE CRIMINEL

LA MESURE LÉGISLATIVE SUR LA CONTRACEPTION

A l'appel de l'ordre du jour.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Le président du Conseil privé et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ayant donné des dates différentes pour la présentation de l'amendement destiné à enlever du Code criminel la contraception, le ministre pourrait-il mettre fin à la contradiction en annonçant à la Chambre la date exacte de la présentation de cette mesure législative?

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, peut-être puis-je répondre à cette question en faisant remarquer à l'honorable représentante que le bill a été présenté au Sénat la semaine dernière.

[L'hon. M. Dinsdale.]

[Français]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

QUESTION RELATIVE À LA PERCEPTION DES IMPÔTS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Finances.

Étant donné que le ministre a reçu l'assentiment des délégués provinciaux, lors de la dernière conférence fédérale-provinciale, de percevoir l'impôt sur le revenu pendant une autre période de cinq ans, peut-il dire à la Chambre si cette décision a été prise unanimement par toutes les provinces?

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, mon honorable ami parle sans doute des accords sur la perception des impôts qui s'appliquent aux provinces autres que le Québec, qui perçoit ses propres impôts. Remarquez bien que cela ne s'applique pas à tous les impôts dans toutes les provinces. Par exemple, l'Ontario perçoit ses propres impôts sur le revenu des sociétés. L'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique perçoivent également leurs propres droits de succession.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que l'honorable ministre ait répondu à la question, car nous savons tous que toutes les provinces imposent des taxes. Nous aimerions savoir si cette décision a été prise unanimement lors de la discussion à la conférence fédérale-provinciale.

[Traduction]

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, personne n'a exprimé d'avis contraire.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

SPRINGHILL (N.-É.)—LA POLLUTION DUE À UN INCENDIE DE TERRIL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Peut-il nous indiquer les initiatives que prend son ministère pour arrêter ou circonscrire l'incendie qui fait rage dans un terril de la ville de Springhill? La fumée pollue toute la ville. J'ai posé la même question au premier ministre hier.

M. R. J. Orange (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, toutes les